

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi (matin) 2 juin 2015

Chancellerie d'Etat

13 2014.RRGR.1178 Motion 256-2014 Trüssel (Trimstein, pvl) Traitement et mise en oeuvre des interventions parlementaires: faire la transparence sur les coûts

N° de l'intervention: 256-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 20.11.2014
Déposée par: Trüssel (Trimstein, pvl) (porte-parole)
Aeschlimann (Berthoud, PEV)
Leuenberger (Trubschachen, PBD)
Fischer (Meiringen, UDC)
Flück (Brienz, PLR)
Cosignataires: 7
N° d'ACE: 542/2015 du 6 mai 2015
Direction: CHA

Traitement et mise en œuvre des interventions parlementaires: faire la transparence sur les coûts

Le Conseil-exécutif est chargé d'indiquer le coût

1. de la mise en œuvre des interventions parlementaires quand elles sont adoptées par le Grand Conseil ;
2. du traitement et de l'élaboration de la réponse dans l'administration.

Développement :

Quand on est entrepreneur, on a l'habitude de prendre des décisions sur des bases transparentes. Depuis que je suis député, je constate que les interventions parlementaires qui nous sont soumises peuvent être d'excellente qualité. Certaines, toutefois, laissent à désirer et n'offrent aucune base de décision. C'est la raison pour laquelle le Conseil-exécutif est chargé, dans la réponse, de donner une estimation plausible :

1. des coûts d'élaboration de la réponse,
2. des dépenses uniques de mise en œuvre de l'intervention ;
3. des dépenses périodiques de mise en œuvre de l'intervention.

Je suis convaincu que ces indications seraient utiles à tous les membres du Grand Conseil qui déposent des interventions.

Bien évidemment, cette mesure ne doit pas empiéter sur les droits des parlementaires. Sa seule finalité est de créer la transparence sur les conséquences financières des interventions.

La motion 178-2003 avait déjà abordé la question. Dans sa réponse, le Conseil-exécutif avait alors expliqué de manière convaincante que la saisie manuelle des indications engendrerait un surcroît de travail considérable. Il avait donc proposé le rejet de la motion.

Dix ans plus tard, l'administration devrait être en mesure de réunir les indications nécessaires sans travail supplémentaire. Les dépenses peuvent être calculées sur la base d'un tarif horaire moyen.

Réponse du Conseil-exécutif

Les sujets de préoccupation exprimés dans la motion ont été discutés à diverses reprises ces dernières années au niveau fédéral et dans différents cantons. A ce jour, seul le canton d'Argovie a introduit l'obligation légale de chiffrer le coût de la réponse à une intervention parlementaire. Dans bon nombre d'autres cantons (au Grand Conseil du canton de Berne, la

motion 178-2003, dernière en date, dans le canton de Fribourg, la motion 1009.12) et à la Confédération (l'initiative parlementaire 09.502), les interventions présentant de telles demandes ont été rejetées.

Dans le canton de Berne, le nombre des nouvelles interventions parlementaires est resté pratiquement constant ces dernières années, avec des fluctuations entre 250 et 350. On constate souvent un accroissement de l'activité dans ce domaine à la veille des élections fédérales ou cantonales.

La présente motion formule deux demandes qu'il importe de distinguer. Premièrement, le Conseil-exécutif est chargé d'indiquer le coût, unique ou éventuellement périodique, de la mise en œuvre de l'intervention si elle est adoptée. Et deuxièmement, il est chargé de faire état des coûts qu'occasionnent l'élaboration et le traitement de la réponse dans l'administration.

S'agissant des coûts de la mise en œuvre, le Conseil-exécutif a rappelé dans sa réponse aux motions 107-1995 et 050-2012 qu'il est d'avis lui aussi que les conséquences financières des projets du Conseil-exécutif et des interventions doivent être transparentes. Selon les articles 66 à 68 du Règlement du Grand Conseil du 4 juin 2013 (RSB 151.211), un rapport est présenté au Grand Conseil pour chaque projet législatif, traité international ou intercantonal, arrêté de principe et arrêté de dépenses ; le rapport aborde notamment les répercussions financières de l'objet. Dans la pratique actuelle et conformément aux obligations qui découlent des principes généraux de la gestion budgétaire, les réponses aux interventions chiffrent au moins approximativement les coûts probables de la mise en œuvre. L'expérience montre que les mandats chargeant le Conseil-exécutif de présenter un rapport occasionnent régulièrement des coûts élevés quand ils impliquent le recours à des experts externes. Cependant, il n'est possible de fournir des indications précises sur les coûts de la mise en œuvre que dans la mesure où le mandat est formulé en termes parfaitement concrets. Sinon, le Conseil-exécutif met à profit sa marge de manœuvre et s'efforce de rester dans les limites imposées par les finances cantonales. Dès lors, dans la logique de l'économie administrative, il vaut mieux attendre l'adoption de l'intervention et le lancement des travaux de mise en œuvre pour se livrer à une analyse détaillée des coûts probables.

Il serait possible aujourd'hui, sans trop de travail supplémentaire, en appliquant un tarif horaire forfaitaire, de faire état des coûts administratifs occasionnés par la réponse à une intervention. Une telle projection serait cependant peu parlante. Le calcul précis des coûts de chaque réponse demanderait quant à lui trop de travail. De plus, l'utilité pour le Grand Conseil d'une information sur les coûts déjà encourus est discutable. Dans les relevés effectués jusqu'ici, le coût moyen d'une réponse se situe entre 500 (canton du Jura) et 6 120 francs (Confédération). Le canton d'Argovie fait état d'une moyenne de 1 600 francs par réponse dans la période de 2006 à 2014. Le canton de Berne devrait quant à lui inclure dans le calcul les coûts de la traduction, puisqu'il est bilingue. Dans différents cantons, l'investissement en temps et en argent nécessité par les réponses aux interventions a été enregistré sans obligation légale pendant un certain temps, puis la pratique a été abandonnée étant donné qu'elle ne produisait d'effet notable ni sur le nombre des interventions ni sur la qualité ou les coûts.

S'il est vrai que l'indication du coût de la réponse à chaque intervention aurait pour effet d'augmenter la transparence de l'activité administrative, elle présenterait cependant aussi certains inconvénients. En effet, le relevé de ces coûts entraîne à son tour des coûts, et les indications ainsi obtenues sont peu parlantes et risquent d'inspirer des comparaisons ou des classifications qui n'auraient rien de sérieux. Le tout donnerait une image faussée de l'activité parlementaire et administrative.

Le Conseil-exécutif estime que les inconvénients d'un relevé des coûts des réponses aux interventions l'emportent sur son utilité. Il présume par ailleurs que les membres du Grand Conseil sont suffisamment au fait des coûts qui sont engagés par l'activité parlementaire. C'est ce qui l'amène à proposer le rejet du point 2 de la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Point 1: adoption et classement

Point 2: rejet

Le président. Wir kommen nun zu Geschäft Nummer 13. Es handelt sich um eine Motion von Grossrat Trüssel «Bessere Entscheidungsgrundlagen bei Vorstössen durch Kostentransparenz». Wir haben eine freie Debatte. Der Regierungsrat ist bereit, Ziffer 1 anzunehmen und gleichzeitig abzuschreiben. Ziffer 2 lehnt der Regierungsrat ab. Herr Trüssel, Sie haben das Wort.

Daniel Trüssel, Trimstein (pvl). Die Regierung argumentiert, dass in der Vergangenheit verschiedentlich Vorstösse in dieser Richtung eingereicht wurden. Das stimmt und zeigt mir, dass hier Bedarf für eine gewisse Transparenz in finanziellen Angelegenheiten besteht. Zu den einzelnen Punkten: Punkt 1 ist der wichtigste. Dort habe ich besonders viel Herzblut. Ich will vor dem Auslösen eines Geschäfts wissen, welche finanziellen Auswirkungen es hat und nicht erst, wenn schliesslich der Vortrag von der Regierung kommt. Als Unternehmer bin ich es gewohnt, Entscheidungen auf der Basis ihrer finanziellen Auswirkungen zu treffen.

Mir ist auch klar, dass diese Kosten nicht exakt ermittelt werden können. Das ist in dieser Phase gar nicht möglich, und ich bitte um ein wenig Augenmass und um das Anwenden der bewährten 80-zu-20-Regel. Es muss möglich sein, irgendeine Grössenordnung anzugeben. Ich weiss nicht, wie man ein Geschäft seriös beurteilen will, wenn man überhaupt keine Ahnung hat, welche finanziellen Auswirkungen sie hätte. Die Regierung schreibt in seiner Antwort, dass die Abklärung der Kosten «aus verwaltungsökonomischen Gründen erst nach der Überweisung des Vorstosses im Rahmen der ersten Umsetzungsarbeiten» sinnvoll ist. Ich übersetze das wie folgt: Wir wollen Ihnen nicht sagen, was es kostet. Das habe ich soweit begriffen. Gleichzeitig aber stellt mir die Regierung den Antrag, Punkt 1 anzunehmen und gleichzeitig abzuschreiben. Mit dem Abschreiben suggeriert sie, dass die Forderung heute eigentlich bereits erfüllt ist. Betrachte ich aber noch einmal die Aussage von oben, dann scheint mir, das Gegenteil sei der Fall. Sie hat noch keine Ahnung, was es kostet. Für mich wirft das schon die eine oder andere Frage auf.

Auf welcher Grundlage beurteilt die Regierung ein Geschäft? Werden die Kosten überhaupt als Beurteilungskriterium herbeigezogen? Werden die Kosten überhaupt von der Verwaltung abgeschätzt? Ich hoffe es doch sehr. Warum will dann die Regierung uns gegenüber mit dieser Information nicht transparent sein? Und falls diese Kosten bei der Bearbeitung des Vorstosses nicht abgeschätzt werden, dann ist für mich unklar auf welcher Basis die Regierung über Annahme oder Ablehnung entscheidet. Ich bin der Letzte, der die Verwaltung unnötig bemühen will. Aber, mal ehrlich: Weshalb machen wir es uns hier im Grossen Rat mit Kostentransparenz dermassen schwer? Wir zeigen immer nur auf die Regierung und auf die Verwaltung: Das ist viel zu teuer, die Kosten laufen uns davon, und die Staatsausgaben steigen und, und, und. Damit sind wir relativ schnell zur Hand, vor allem von Seiten der Bürgerlichen und der Mitte, zu der ich mich selber auch zähle. Aber unser eigenes Tun und Handeln zu reflektieren, fällt uns sehr schwer.

Nun komme ich zum zweiten Punkt, den Kosten für die Bearbeitung der Vorstösse. Diesen Punkt habe ich eingebunden, weil ich hören wollte, wie die Verwaltung zu diesem Punkt steht. Es beruhigt mich doch einigermassen, zu lesen, dass das Darstellen der Bearbeitungskosten eigentlich keinen grossen Mehraufwand verursacht. Aber mir war natürlich klar, dass genau dieser Punkt einen extrem empfindlichen Nerv von uns allen trifft. Wir fühlen uns doch eingeschränkt, wenn wir mit den Kosten unserer eigenen Vorstösse konfrontiert werden. Ich habe bei diesem Punkt auch weniger «strong feelings», um Michaels Worte aufzunehmen. Ich bin sehr gespannt auf die Debatte und vor allem auf die Argumente der Fraktionen, die sich immer mit dem Anspruch einer hohen Kostentransparenz, «der Verwaltung auf die Finger schauen» und ähnlichem zu diesem Thema äussern.

Und noch etwas als Nachgang. Ein bisschen enttäuscht war ich schon, dass sich die Verwaltung nicht das Scherzchen erlaubt hat, mir unten auf den Vorstoss zu schreiben, was dessen Bearbeitung gekostet hat.

Le président. Ja, das wäre interessant gewesen. Nun hat Grossrat Leuenberger für die BDP-Fraktion das Wort.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Die parlamentarischen Geschäfte und die parlamentarische Arbeit, in die wir alle tagein, tagaus involviert sind, haben in den letzten Jahren und Jahrzehnten an Komplexität und Umfang massiv zugenommen. Das merken wir alle. Die

Komplexität hat auch zur Folge, dass man einzelne politische Fragen viel vernetzter angehen muss, als das früher der Fall war. Man muss sich heute sehr genau überlegen, welche Auswirkungen die Beantwortung politischer Fragen hat. Welche Auswirkungen hat ein Ja und welche hat ein Nein. Diese Komplexität spüren wir alle hier im Grossen Rat, einzelne offensichtlich, andere im Unterbewusstsein. Sie führt dazu, dass wir auf einen grossen Bund von Informationen von Spezialisten angewiesen sind. Sie führt manchmal vielleicht auch ein bisschen dazu, dass sich die Politikerinnen und Politiker an spezialisierte Büros wenden, die keine anderen Absichten haben, als die Interessen ihrer Klienten zu vertreten. Damit wir unsere Arbeit in diesem Parlament machen können, brauchen wir sattelfeste Informationen, die eben diese Komplexität etwas reduzieren, sodass wir alle sie verstehen, auch ich als einfaches «Ämmitaler Gmüet». Genau in diese Richtung zielt der Vorstoss. Er möchte erreichen, dass wir hier beim Einreichen von Vorstössen, respektive bei deren Behandlung, auch alle notwendigen Informationen haben, damit wir unsere parlamentarische Arbeit erledigen können. Die BDP hat sich immer für Transparenz eingesetzt, auch für Kostentransparenz in diesem Kanton. Darum sind wir der Meinung, dass dieser Vorstoss in beiden Punkten als Motion überwiesen und Punkt 1 nicht abgeschrieben werden soll.

Wir sind uns auch bewusst, dass der Vollzug dieses Vorstosses nicht ganz einfach sein kann. Es gibt nämlich Vorstösse, bei denen man nicht genau sagen kann, was deren Umsetzung kostet. Es gibt auch Vorstösse, bei denen man vorher keine Ahnung hat, was deren Umsetzung kostet. Ich glaube aber, unser Vorstoss ist so formuliert, dass man diese Offenheit ebenfalls im Vollzug berücksichtigen kann. Es gibt auch weitere Probleme im Vollzug, davor müssen wir die Augen schliessen. Die Verwaltung kann nämlich die Pflicht zur Angabe der Kosten auch missbrauchen. Sie kann nämlich die Kosten hoch oder tief ansetzen, je nachdem wie sie den Vorstoss im Parlament beantwortet haben will. Das ist immer noch eine Ermessensfrage. Doch ich glaube, wenn wir den Vorstoss hier überweisen, dann wird unsere Verwaltung das Augenmass in der Beantwortung der Vorstösse gelten lassen. Im Namen der BDP bitte ich Sie, diesen Transparenzvorstoss zu überweisen und uns somit ein Instrument zur Verfügung zu stellen, das uns Miliz-Parlamentariern die Arbeit im Grossen Rat erleichtert und vor allem auch aufzeigt, was unsere Vorstösse, insbesondere auch vor den Wahlen, den Steuerzahler überhaupt kosten.

Le président. Ich unterbreche kurz und begrüsse Gäste auf der Tribüne. Wir haben Besuch von der Klasse 9k der Schule Grentschel in Lyss. Die Schülerinnen und Schüler starten im Sommer ihre Ausbildungen und werden heute von ihren Klassenlehrern, Hans-David Steiger und Walter Liniger, dem ehemalige Grossrat aus Lyss, begleitet. Herzlich willkommen bei uns im Grossen Rat (*applaudissements*). Wir sind bei der Beratung von Geschäft 13, Motion «Bessere Entscheidungsgrundlagen bei Vorstössen durch Kostentransparenz». Nun hat Grossrat Costa für die FDP das Wort.

Stefan Costa, Langenthal (PLR). In der FDP-Fraktion hat vor allem der zweite Punkt der Motion zu diskutieren gegeben. Deshalb kann ich den Motionär nicht mit sehr vielen Argumenten zum ersten Punkt versorgen. Mit der Arbeitszeiterfassung auch innerhalb der Verwaltung kann man heute die Kosten für die Bearbeitung von Vorstössen erheben. Für eine sehr detaillierte Erhebung benötigt man natürlich auch einen gewissen Aufwand. Andernfalls gibt es eben Durchschnittswerte und dort hat sich bei uns die Meinung durchgesetzt, dass diese eben nicht sehr viel bringen. Ihre Aussagekraft ist relativ beschränkt. Was bringt es zum Beispiel, wenn man am Ende eines Parlamentsjahrs weiss, dass die Parlamentarierin X fünfzehn Vorstösse eingereicht hat, die soundso viele Kosten ausgelöst haben und der Parlamentarier Z vielleicht einen Vorstoss, der Folgekosten von weiss nicht wie vielen Millionen Franken verursacht, weil er sehr komplex ist und eine ganze Gesetzgebungsänderung zur Folge hat. Das wurde von uns als windschief erachtet. Wir möchten auch kein Ratingdenken innerhalb des Grossen Rats fördern. Diese Zahlen könnten natürlich sehr einfach benutzt werden um aufzuzeigen, was wie viele Kosten ausgelöst hat. Das kam bei uns nicht gut an. Man hat den Mehrwert in diesem Sinne, die Relevanz und auch die Resonanz solcher Aktivitäten nicht erkannt. Daher kurz und bündig: Die FDP-Fraktion wird abstimmen wie die Regierung vorschlägt, nämlich Annahme und gleichzeitige Abschreibung von Ziffer 1 und Ablehnung von Ziffer 2.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Die Motion verlangt, dass der Regierungsrat in seinen Antworten jeweils aufzeigt, wie viel ihn der Aufwand für Beantwortung und – falls der Vorstoss angenommen würde – dessen Umsetzung kostet. Diese Information soll als Grundlage der

Entscheidfindung dienen.

Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, Demokratie darf etwas kosten. Die Kosten von parlamentarischen Vorstössen dürfen nicht Grundlage für einen Entscheid sein und auch nicht für die Umsetzung einer Forderung. Wenn diese durchkommt, ist die Kostenfrage problematisch. Dafür kennen wir das Instrument des Budgets, das dann erarbeitet wird, wenn die Forderung neue Kosten verursacht. Die Logik, in welcher die Motion verfasst ist, würde aber dazu führen, dass wir unerwünschte Forderungen unterstützen sollten, weil ihre Behandlung nichts kostet, andere aber ablehnen, nur weil der Verwaltungsaufwand für ihre Bearbeitung zu hoch ist. Das kann doch nicht sein! Zudem ist es bereits heute Usus, dass der Regierungsrat in seinen Antworten die Umsetzungskosten angibt, wenn sie bekannt sind oder eingeschätzt werden können.

Es hat uns erstaunt, dass ein Mitglied eines Parlaments einen solchen Vorstoss einbringt. Wenn schon, dann lautet die Frage an ihn, ob er sich überlegt hat, wie viel dies kosten könnte und ob das für ihn ein Grund gewesen wäre, diesen Vorstoss gar nicht einzureichen. Doch da stellt sich ja immerhin die grundsätzliche Frage nach der Rolle eines Parlaments, das gerade mit Vorstössen politische Gewichtungen vornehmen kann! Was also bedeutet dieser Vorstoss? Sollen wir auf Vorstösse verzichten, weil sie etwas kosten oder will der Motionär allen, die einen Vorstoss einreichen, auch sich selbst, ein schlechtes Gewissen verursachen?

Ein Parlament ist kein Privatunternehmen, keine Profitorganisation. Als Legislative ist es einer der drei Pfeiler eines demokratischen Systems mit Gewaltentrennung. Neben seiner Funktion, Gesetze zu erlassen, muss das Parlament auch Instrumente zur Aufsicht über die Regierung haben. Gerade um diese Verantwortlichkeit wahrzunehmen, können Vorstösse eine wichtige Rolle spielen. Mit einer Diskussion über ein parlamentarisches Kosten-Nutzen-Verhältnis würde sich der Grosse Rat den Pickel auf den eigenen Fuss schlagen. Die grüne Fraktion folgt der Empfehlung des Regierungsrats und wird den Vorstoss ablehnen.

Philippe Messerli-Weber, Nidau (PEV). Die EVP-Fraktion ist mit dem Motionär einig, dass nicht alle Vorstösse, die hier in diesem Rat eingereicht werden, die gleiche Qualität aufweisen und dass in gewissen Fällen auch eine bessere Kostentransparenz wünschbar wäre. Es ist eine Tatsache, dass gerade im Wahljahr sehr viele Vorstösse als eigentliche Wahlraketen eingereicht werden und man über deren Sinn und Unsinn streiten kann. Aber Vorstösse sind und bleiben nun einmal ein wichtiges und legitimes parlamentarisches Instrument, das wir auf gar keinen Fall missen wollen. Bezüglich der ersten Forderung des Motionärs, dem Aufzeigen der Umsetzungskosten im Falle der Annahme eines Vorstosses, sind wir der Meinung, dass das bisherige pragmatische Vorgehen der Regierung sinnvoll und zielführend ist. In vielen Fällen werden ja bereits heute bei der Beantwortung von Vorstössen grobe Kostenschätzungen vorgenommen. Nicht immer sind aber alle Vorstösse so formuliert, dass die genauen Kosten ausgewiesen werden können. Wir sind gerade aus verwaltungsökonomischen Überlegungen der Ansicht, dass es keinen Sinn macht, wenn man bei jedem Vorstoss ins Detail geht. Das ist wirklich erst sinnvoll bei der konkreten Umsetzung, nachdem der Vorstoss überwiesen wurde.

Die zweite Forderung, wonach die Kosten der Bearbeitung und Beantwortung des Vorstosses selbst aufzuzeigen sind, erachten wir ebenfalls als wenig sinnvoll und aussagekräftig. Wie die Regierung in ihrer Antwort aufzeigt, haben Erhebungen bei Bund und Kantonen gezeigt, dass sich die durchschnittlichen Beantwortungskosten für Vorstösse zwischen 500 und 6000 Franken bewegen. Auch uns hätte interessiert, wie hoch die Kosten beim vorliegenden Vorstoss waren. Allerdings hoffen wir, dass diese eher bei 500 Franken liegen als bei 6000 Franken. Wir finden, es braucht auch keine detaillierte Aufstellung. Jedes Ratsmitglied ist selber verantwortlich, wie viele Vorstösse es einreichen will. Und uns allen ist ja auch bewusst, dass jeder Vorstoss bei der Verwaltung gewisse Kosten verursacht. Die EVP-Fraktion ist davon überzeugt, dass bei Umsetzung dieses Vorstosses Aufwand und Kosten den Nutzen ganz klar übersteigen würden. Daher sind wir mit der Regierung für Überweisung, Annahme und Abschreibung der Motion im ersten Punkt und Ablehnung im zweiten.

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (UDC). Le groupe UDC, dans un souci de bonne gestion des deniers publics, est favorable au principe d'une estimation des conséquences financières des interventions parlementaires. Dans la pratique actuelle, les coûts de mise en œuvre de ces interventions sont déjà approximativement chiffrés. Exiger des estimations plus précises augmenterait le travail de l'administration et provoquerait des coûts supplémentaires. Cela accroîtrait également la dépendance du Grand Conseil envers l'administration. Nous sommes assez

expérimentés pour nous faire une idée nous-mêmes des implications financières de nos interventions sans charger davantage les services de l'administration. Le groupe UDC soutient ainsi le point 1 dans sa majorité, mais recommande très majoritairement son classement. Quant au point 2, notre groupe le rejette quasi à l'unanimité. Une estimation des coûts de traitement des initiatives parlementaires a déjà été effectuée, sans obligation légale, dans plusieurs cantons, qui ont ensuite abandonné cette pratique, la jugeant peu utile. Les députés, qui représentent le peuple – vous, moi – doivent pouvoir recourir aux instruments du pouvoir législatif sans pression et sans crainte d'être soumis à des évaluations arbitraires, au travers d'éventuels classements qui donneraient une idée très réductrice de notre activité. En conclusion, la majorité du groupe UDC votera dans le même sens que la proposition du Conseil-exécutif.

Michel Rudin, Lyss (pvl). Ich muss mich auch als Konsumentenvertreter manchmal mit dem Lebensmittelgesetz auseinandersetzen. Wenn man das auf A4-Seiten ausdruckt, das ist etwa so dick. (*L'orateur mime l'épaisseur de la pile de papier.*) Was will ich damit sagen? Wenn Sie einen Beutel Suppe kaufen, ist das wie wenn wir hier über ein Millionenprojekt entscheiden müssen. Bei dem Beutel Suppe haben Sie auf alle Fälle den Preis auf der Packung, das ist nämlich vorgeschrieben, und sonst kaufen Sie die Suppe nicht. Dann haben Sie alle Zutaten aufgelistet. Das haben wir hier ja meistens auch, sonst können wir ja reklamieren, das ist nachvollziehbar. Aber Entscheidungen sind doch nicht wie ein Blumenstrauß, der mit zunehmender Anzahl Blumen immer mehr erraten lässt, wie er aussieht und ob man ihn nun ins Haus stellen will oder nicht.

Samuel Leuenberger hat bereits angesprochen, dass es manchmal nicht so einfach ist, von etwas genau zu sagen, wie viel es kostet. Aber es gibt eben auch Sicherheit, und deswegen sind sie ja auch dafür. Es gibt eben auch Sicherheit, wenn man nicht sicher weiss, wie viel es kosten wird. Und das ist ein entscheidender Punkt, denn wir wollen hier ja nicht im Trüben fischen. Weiter wurde gesagt, dass die Verwaltung dann vielleicht ein bisschen zu hohe Zahlen aufschreibt, wenn sie einen Vorstoss nicht gut findet oder umgekehrt. Aber wir sind ja Parlamentarier und sind hier um Geschäfte zu prüfen. Dann kann man das nämlich auch in Frage stellen. Und wenn das einige Male passiert, dann macht das keinen guten Eindruck. Zudem kann man auf solchen Grundlagen einfach besser entscheiden. Alles in allem gab es in unserer Fraktion einen ganz klaren Entscheid. Wir unterstützen selbstverständlich diese Motion im Namen der Transparenz in beiden Punkten.

Peter Siegenthaler, Thoune (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion schenkt diesem Vorstoss die gleiche Beachtung wie der Regierungsrat und wird auch in seinem Sinn abstimmen. Ich möchte beim Beutel Suppe meines Vorredners beginnen. Damit geht es mir genau umgekehrt: Je mehr ich von diesem Zeug lese, desto schwieriger wird es für mich, zu verstehen, was überhaupt drin ist. Ich habe mir weiter erlaubt, noch zwei Vorstösse zu betrachten, die wir in dieser Session behandeln werden, und ich habe mich gefragt, wie wir mit diesen umgehen würden, wenn der Vorstoss über die Kostentransparenz mehrheitsfähig wäre. Der eine Vorstoss lautet «Für kantonale Schul- und Bildungsgebäude ohne Schmierereien». Ihr Inhalt lautet wie folgt: «Der Regierungsrat wird beauftragt, die nötigen Massnahmen zu ergreifen, um illegal angebrachte Sprayereien, Graffiti und dergleichen an kantonalen Bildungsgebäuden und -anlagen (z. B. Mittel-, Berufs- und Hochschulen, inklusive Sportanlagen) rasch zu entfernen bzw. zu übermalen. Bei neu angebrachten Schmierereien erfolgt dies innert drei Arbeitstagen.» Nun frage ich einfach den Motionär, wie die Verwaltung hier die Kosten errechnen und uns diese in einer Antwort verpacken soll. Ich betrachte das als ausserordentlich schwierig. Wenn dann zudem die Kosten ein Kriterium werden, um zu sagen, dass wir die Schmierereien jetzt belassen, dann sind die Sprayereien, die sehr viele Leute ärgern, immer noch da. Es geht ein bisschen in Richtung Kollege Sancar, der sehr gut eine der Kernaufgaben dieses Parlaments aufgezeigt hat.

Ein weiterer Vorstoss stammt vom hochgeschätzten Samuel Leuenberger: «Für eine moderne Kantonsverwaltung – kostenbewusst und dezentral konzentriert». Hier gibt es zwei Punkte: erstens «die kantonalen Verwaltungen, mit Ausnahme der publikumsintensiven Verwaltungsteile, aus dem Stadtzentrum von Bern abzuziehen und in geeignete Zweckbauten in die peripheren Stadtgebiete oder in die Agglomeration» – sprich: ins Emmental – «zu verlegen» und zweitens «die dadurch leer gewordenen Bauten zu veräussern». Quantifizieren Sie, als Mitarbeiter dieser Verwaltung, mir bitte einmal die Kosten. Ich betrachte es als ausserordentlich schwierig, um nicht zu sagen unmöglich, eine Zahl zu erhalten, die man verifizieren kann. Es wurde ja vorhin gesagt, als Parlament könnten wir das ja dann überprüfen. Wie ich das als einfacher Grossrat aus dem Städtchen Thun überprüfen soll, das müsste man mir dann noch erklären. Deshalb vertraue ich dem Regierungsrat und seiner

Weisheit. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion wird in seinem Sinn abstimmen.

Le président. Ich nehme an, es gibt keine weiteren Fraktionssprechenden mehr. – Als Einzelsprecher hat sich Herr Grossrat Fuchs angemeldet. Er hat das Wort.

Thomas Fuchs, Berne (UDC). Zuerst eine Bemerkung zu Herrn Grossrat Rudin. Hier wird von Transparenz gesprochen, darum seist du dafür. Es handelt sich hier um eine Scheintransparenz, vor allem im Punkt 2, «die Bearbeitung und Beantwortung in der Verwaltung», wo man wissen möchte, wie viel ein solcher Vorstoss kostet. Diese Diskussion haben wir immer wieder mit den Journalisten, die dann kluge Darstellungen machen, welcher Parlamentarier wie viel gekostet hat. Und man kann dann hochrechnen, wie viele Stunden dafür aufgewendet wurden. Ich möchte einmal die Frage stellen, was geschehen würde, wenn wir hier ein Jahr lang keine Vorstösse mehr eingeben. Wie viel kann man dann einsparen? Wie viele Stellen würden gestrichen, damit diese Kosten auch wirklich eingespart werden können? Ich kann Ihnen das beantworten: Es würde gar nichts geschehen, niemand würde abbauen. Die Kosten wären genau dieselben. Daher ist es ein «Chutzemischt», wenn man da ausrechnen will, wie viel ein Vorstoss gekostet hat.

Le président. Nun hat Grossrat Leuenberger das Wort. Er ist Mitmotionär und hat vorher für die Fraktion gesprochen.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Geschätzter Kollege Siegenthaler, ich danke recht herzlich für die Unterstützung des Vorstosses, den du bereits eingehend zitiert hast, obwohl er noch gar nicht auf dem Tisch ist. Ich habe festgestellt, dass du dem Regierungsrat und seinen Zahlen vertraust. Ich gehe davon aus, es handelt sich um denjenigen Regierungsrat, der im Rahmen der Verwaltungs- und Bezirksreform X Millionen Franken für unsere Schlösser auf dem Land lösen und so die Verwaltungs- und Bezirksreform finanzieren wollte. Wenn du auf solche Zahlen vertraust und das auch weiterhin machst, ist das dein Problem. Ich selber möchte bereits in den Vorstössen gewisse Aussagen und Zahlen, damit wir hier als Miliz auch entsprechend entscheiden können. Darum bitte ich Sie alle, diesen Vorstoss zu überweisen und Punkt 1 nicht abzuschreiben.

Le président. Ich gehe davon aus, dass keine weiteren Wortmeldungen aus dem Rat vorliegen und gebe Staatsschreiber Auer das Wort.

Christoph Auer, chancelier. Zuerst möchte ich Herrn Grossrat Trüssel kurz erklären, warum sich die Regierung nicht den Scherz erlaubt hat, am Schluss zu schreiben, wie viel die Regierungsantwort gekostet hat. Die Regierung hat tatsächlich erwogen, dies zu tun. Doch sie war unsicher, wie viel Humor Herr Trüssel und die andern Mitglieder des Grossen Rats haben. Daher verzichtete der Regierungsrat auf diese kleine Provokation. Der Aufwand war sicher im unteren Rahmen, also nicht 6000 Franken.

Die Motion hat zwei Ziffern. Zuerst spreche ich zu Ziffer 2, denn sie ist aus Sicht des Regierungsrats einfacher zu beantworten. Wie bereits gesagt wurde, geht es darum, die Vorstösse mit einem «Preisetikett» zu versehen, worauf steht, wie viel dieser und jener Vorstoss gekostet hat. Sie alle wissen, dass die Beantwortung eines Vorstosses in einem bestimmten Rahmen Aufwand verursacht. Dieser bewegt sich zwischen 500 und vielleicht ausnahmsweise ein paar Tausend Franken. Diese Information bringt nun wirklich nichts. Man kann am Ende des Jahres durchaus zählen, wie viele Vorstösse eingegangen sind und diese Zahl mit einem Durchschnittswert multiplizieren. Dann weiss man, was die parlamentarischen Interventionen kosten. Man darf keinen Steuerungseffekt erwarten, wenn jeder Vorstoss mit dem Aufwand für seine Beantwortung etikettiert wird. Es wäre ja auch nicht richtig, wenn ein Parlamentarier oder eine Parlamentarierin keinen Vorstoss mehr einreichen würde, nachdem ein früherer Vorstoss umfangreichere Abklärungen verursacht hat. Das wäre ja absurd. Der Kanton Aargau hat auch gezeigt, dass solche «Preisschilder» nicht dazu führen, dass Vorstösse anders formuliert werden. Darum lehnt die Regierung Ziffer 2 ab.

Nun komme ich zur etwas schwierigeren Ziffer 1. Dazu kann ich nur so viel sagen: Der Regierung ist es wichtig, bei einem parlamentarischen Vorstoss die Kostenfolgen abzuschätzen und in der Antwort auszuweisen, soweit sie das kann. Das geschieht schon alleine im Interesse der Regierung. Doch sehr häufig ist das nicht möglich, und da liegt das Problem. Grossrat Leuenberger hat das Beispiel Bezirksreform erwähnt. Stellen Sie sich eine Motion vor, die eine Bezirksreform

verlangt. Es wäre nicht möglich, bei deren Beantwortung eine seriöse Kostenschätzung abzugeben. Die anderen Beispiele von Grossrat Siegenthaler waren auch sehr treffend. Mit parlamentarischen Vorstössen wird häufig verlangt, dass die Regierung geeignete Massnahmen ergreife. Es gibt viele verschiedene Varianten, wie man ein Gesetz ändern oder ein neues Gesetz erlassen kann. Es gibt teure Varianten, es gibt solche, deren Vollzug von den Gemeinden bezahlt wird und es gibt einfachere Varianten. Den Aufwand kann man erst abschätzen, wenn die Umsetzung eines überwiesenen Vorstosses geplant wird. Solche Kostenangaben im Rahmen einer Motionsantwort wären somit nicht die «sattelfesten Auskünfte», die Grossrat Leuenberger fordert. Sie können auch nicht der Genauigkeit entsprechen, welche der Beutel Suppe aufweist, auf der die Inhaltstoffe auf das Milligramm genau ebenso wie der Preis aufgedruckt sind, wie Grossrat Rudin wünscht. Genau das ist eben hier nicht möglich! In den allermeisten Fällen wird es sich um eine Schätzung handeln. Das bringt Ihnen nichts und führt nur zu Frustrationen, weil diese Angabe nachher in der Umsetzung überhaupt nicht stimmen wird. Der Regierungsrat empfiehlt daher, Ziffer 1 als Vorstoss anzunehmen und abzuschreiben. Die Regierung macht bereits heute Kostenschätzungen, wo solche möglich sind. Weitere sind seriöserweise nicht zu machen.

Le président. Damit hat noch einmal der Motionär das Wort.

Daniel Trüssel, Trimstein (pvl). Ganz herzlichen Dank für die erhellenden Inputs. Mein Humor ist grenzenlos, das können Sie mir glauben. Mit mir können sie jederzeit ein Scherzchen machen. Das hier finde ich aber kein besonders humorvolles Thema, weil es doch um das Portemonnaie der Steuerzahler geht und nicht um unser eigenes. Ja, ich bin damit einverstanden, dass Demokratie etwas kosten darf und muss. Doch ich möchte wissen, wie viel sie kostet. Ich habe meine Motion ganz bewusst sehr offen formuliert, und wir können uns sicher von vorne bis hinten darüber unterhalten, was jetzt schlau ist und was nicht, welche Genauigkeit wir wollen usw. Ich bin auch überzeugt, dass die Verwaltung mit dieser Vorlage keinen Missbrauch treiben wird. Ich habe ein grosses Vertrauen in unsere Verwaltung und in unsere Aufsichtskommissionen, welche die Verwaltung überprüfen und röntgen. Diese machen meines Erachtens sehr seriöse Arbeit und die Informationen, die wir für unsere Entscheide benötigen, werden sie zuverlässig zur Verfügung stellen.

Die Graffiti-Vorlage finde ich ein extrem schlechtes Beispiel, denn gerade da kann man relativ einfach angeben, was das Abschliessen einer Versicherung zur Behebung der Schäden kostet. Wenn wir wissen, was die Versicherungen kosten, können wir darüber entscheiden, ob wir die geforderten drei Tage wirklich haben und einen Expresszuschlag bezahlen wollen oder ob wir mit einer normalen Bearbeitungszeit zufrieden sind. Diese Möglichkeit besteht. Man muss manchmal vielleicht zuerst ein bisschen überlegen, wie man zu vernünftigen Lösungen kommt und nicht sofort alles mit dem Zweihänder totschiessen, das nach einem kleinen bisschen Transparenz und Offenheit ruft.

Zur angetönten Genauigkeit sagte ich bereits in meinem Eingangsreferat, dass sie in der Beantwortung noch nicht sehr gross sein kann. Doch ich habe lieber eine Genauigkeit von plus/minus 30 Prozent oder plus/minus 50 Prozent als gar keine Ahnung, was «dä Seich» kostet, über den wir entscheiden. Ganz zum Schluss noch einen Aufruf an die Fraktionen: Es sieht fast so aus, als wären Samuel und ich die Einzigen, die sich hier für diese Vorlage mit Herzblut einsetzen. Danke, Samuel. Legen Sie doch den Fraktionszwang in diesem Punkt ab, und stimmen Sie bitte für eine transparente Politik, genau so, wie Ihr Herz es sagt.

Le président. Damit sind wir am Ende dieser Debatte angelangt, und ich hoffe doch schwer, dass der zitierte «Seich» überhaupt nicht in den Rat kommt, auch nicht um zu berechnen, wie viele Kosten das auslösen würde.

Habe ich richtig verstanden, bei Ziffer 1 ist auch die Annahme bestritten? – Gut, dann stimmen wir über die Annahme und Abschreibung getrennt ab. Wer Ziffer 1 der Motion annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 124

Non	17
Abstentions	1

Le président. Sie haben Ziffer 1 der Motion angenommen. Nun stimmen wir über deren Abschreibung ab. Wer Ziffer 1 abschreiben will stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement du ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	108
Non	32
Abstentions	0

Le président. Sie haben diesen Punkt abgeschrieben. Wer Ziffer 2 annehmen will stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui	26
Non	119
Rejet	0

Le président. Sie haben Ziffer 2 abgelehnt. Damit ist dieses Geschäft bereinigt und wir kommen zu Geschäft Nummer 14.